

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1013^e
SÉANCE

Lundi 13 décembre 1965,
à 16 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Point 37 de l'ordre du jour:

Rapport de la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement (*fin*) . 357

Point 52 de l'ordre du jour:

Programme alimentaire mondial (*suite*) 361

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*fin*) [A/5838, A/5852, A/5870/Rev.1, A/5886, A/6003/Add.1, A/6023 et Add.1 à 3; A/C.2/L.829, L.833/Rev.1, L.836/Rev.1]

1. M. CARANICAS (Grèce) souligne que, bien que l'esprit dans lequel s'est tenue la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Genève ait permis d'établir un mécanisme permanent pour favoriser l'expansion du commerce international et de mieux comprendre les problèmes complexes auxquels se heurtent les pays en voie de développement, on est forcé de reconnaître l'immense difficulté de la tâche qui incombe au Conseil du commerce et du développement et à ses organes subsidiaires lorsqu'il s'agit de trouver des solutions acceptables pour tous. Leurs efforts devraient tendre avant tout au relèvement des prix des produits de base, à l'octroi de préférence aux articles manufacturés des pays en voie de développement sur les marchés des pays développés, à l'expansion des mesures compensatoires de financement et à la réduction du déficit des échanges invisibles des pays en voie de développement.

2. Il semble que la capacité, pour la Conférence, de trouver des solutions doive être d'abord mise à l'épreuve dans le domaine des produits de base où, en dehors du cacao, du sucre et du café, neuf autres groupes de produits (le cuivre, le coton, le minerai de fer, le plomb et le zinc, le riz, le caoutchouc, le thé, le tabac et les huiles végétales), provenant pour la plupart de pays en voie de développement, réclament une prompt attention.

3. Que ce soit parce que la production industrielle mondiale n'augmente pas assez rapidement ou parce que les liquidités internationales sont insuffisantes, les prix de la plupart des produits de base ont baissé depuis 1963 malgré l'expansion de l'économie mondiale. Le récent rapport du GATT intitulé Le commerce international en 1964 (Genève, 1965) montre que, dans

les régions non industrielles, le taux de croissance des recettes d'exportation des pays autres que les producteurs de pétrole a été plus faible en 1964 qu'en 1963. Ce rapport fait encore apparaître d'autres contrastes entre les divers groupes de pays produisant différentes matières premières. Il révèle par ailleurs une tendance encourageante dans les régions non industrielles, à savoir que les exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement ont augmenté de 18 p. 100, c'est-à-dire plus rapidement que leurs exportations de produits primaires.

4. Cependant les tendances à long terme demeurent décourageantes pour les pays en voie de développement car une proportion croissante des échanges se fait entre pays industriels (45,5 p. 100 des exportations en 1964 contre 37,1 p. 100 en 1953), alors que la part des régions moins développées dans les exportations mondiales est tombée de 27 p. 100 en 1953 à 20,2 p. 100 en 1964. En outre, d'après le Bulletin mensuel de statistique de novembre 1965, les termes de l'échange des régions en voie de développement avec les régions développées, qui se sont améliorés de 4 points entre 1962 et 1964, étaient cependant, alors, inférieurs de 17 points au niveau de 1950, ce qui équivaut, pour les régions en voie de développement, à une chute d'environ 4 milliards de dollars dans les recettes d'exportation. Le Bulletin économique pour l'Europe indique que la production et les échanges mondiaux auront sans doute augmenté moins rapidement en 1965 et au début de 1966 qu'en 1964 et que les termes de l'échange des pays en voie de développement ont eu tendance à se détériorer encore en 1965. M. Caranicas a tenu à citer ces chiffres pour montrer que les pays en voie de développement sont dans une situation désespérée à laquelle il sera difficile de remédier.

5. Le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ^{1/} fait ressortir, en même temps que certains succès relatifs, le désaccord profond qui subsiste entre la majorité des pays, d'une part, et certains pays industrialisés, d'autre part, tant en ce qui concerne les mesures pratiques à prendre qu'au sujet des principes énoncés par la Conférence, que les uns considèrent comme immédiatement applicables et les autres comme étant encore à l'étude. Le rapport fait également ressortir certains chevauchements entre les travaux de la Conférence et ceux d'autres organes (notamment entre les recommandations de la Conférence et les principes récemment adoptés par le GATT). Peut-être est-ce là un phénomène inévitable mais le Secrétaire général de la Conférence en a reconnu l'existence et la Grèce, qui n'est pas représentée au Conseil du

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11.

commerce et du développement, tient à souligner que cet organe devrait se préoccuper de la question.

6. La délégation grecque veut enfin marquer l'intérêt que présente la proposition Horowitz (TD/B/C.3/1), compte tenu du déclin du courant des capitaux vers les pays en voie de développement, déclin qui est dû à un défaut de distribution plutôt que de richesses. Cette proposition serait peut-être plus facilement applicable que le mécanisme proposé par le Royaume-Uni et les pays scandinaves et faisant l'objet de la recommandation A.IV.18 de la Conférence — que la Banque étudie actuellement — du fait que l'AID, filiale de la Banque pour les prêts à long terme et à faible intérêt, risque de manquer des ressources nécessaires en 1966.

7. En ce qui concerne le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.833/Rev.1), la délégation grecque se réserve le droit de présenter des observations si de nouvelles modifications y sont apportées.

8. M. TELL (Jordanie) croit que le projet de résolution révisé, tel qu'il a été modifié par le représentant de l'Inde à la séance précédente, rencontre l'agrément de la plupart des délégations, et il suggère donc que la Commission l'approuve sans tarder, si possible sans opposition.

9. M. WILMOT (Ghana) propose de remplacer, au paragraphe 11 du dispositif du projet, les mots "et pour permettre ainsi" par les mots", ce qui permettra". Cette modification de style comporte en effet une nuance qui harmoniserait le texte du paragraphe avec la formule convenue lors de la Conférence à la suite de négociations prolongées.

10. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'examen du rapport de la Conférence montre qu'une importante étape historique a été franchie et que les problèmes du commerce international ne sont plus relégués à l'arrière-plan par l'Organisation des Nations Unies. Le rapport présenté par le Conseil du commerce et du développement (A/6023 et Add.1 à 3) contient une série de décisions et de documents importants sur la base desquels l'ONU pourra élaborer ses programmes de travail en tenant compte de la nécessité d'intensifier tous les courants du commerce mondial. La délégation soviétique espère que l'ONU encouragera également l'expansion du commerce entre les pays dotés de régimes économiques et sociaux différents.

11. Le projet de résolution A/C.2/L.833/Rev.1 prévoit cette orientation des activités de l'Organisation. En effet, l'Assemblée générale y prend acte avec satisfaction de l'Acte final de la Conférence et du rapport du Conseil du commerce et du développement. Au paragraphe 9 du dispositif, elle demande aux gouvernements des Etats membres de la Conférence d'aboutir à l'accord le plus large sur les principes régissant les relations commerciales internationales et les politiques commerciales. En votant pour ce projet de résolution, la délégation soviétique s'élève contre toute tentative d'affaiblir ces principes, de les modifier ou de les vider de leur substance. Il ne peut s'agir que de les compléter conformément à la procédure prévue dans le projet de résolution qui a été soumis à la deuxième session du Conseil du com-

merce et du développement par les délégations de l'URSS, de la Pologne et de la Hongrie (TD/B/L.48). Les principes adoptés par la Conférence constituent d'ores et déjà des normes internationales qui doivent être appliquées dans la pratique par la Conférence, son conseil et son secrétariat lors de l'exécution de leurs programmes de travail. Il n'est pas exact que la mise en œuvre des principes de la Conférence soit subordonnée à l'accord général sur tous les principes. Ayant été adoptés par l'écrasante majorité des pays, ils ne peuvent perdre leur valeur parce qu'un ou plusieurs pays refusent d'accepter tel ou tel d'entre eux.

12. L'Assemblée générale ferait bien d'inviter les pays qui sont dans ce cas à revenir sur leur position. C'est cette interprétation du projet de résolution, et, en particulier, du paragraphe 9 du dispositif, qui permettra à la délégation soviétique de se prononcer en sa faveur. Il serait souhaitable que les auteurs du projet fassent connaître à l'Assemblée leur interprétation de ce texte, et, en particulier, du paragraphe 9 du dispositif.

13. M. VIAUD (France) est tenu de faire observer, en raison des instructions qu'il vient de recevoir de son gouvernement, que le paragraphe 10 du projet doit, selon la délégation française, se lire en fonction du paragraphe 8. L'examen annuel par le Conseil des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la Conférence doit s'effectuer, comme l'examen auquel il est demandé aux gouvernements de procéder au paragraphe 8, compte tenu de l'Acte final. Il aimerait donc que les mots "à la lumière de l'Acte final" soient insérés au paragraphe 10 après les mots "chaque année". Si les auteurs ne sont pas en mesure d'accepter cette modification, M. Viaud demandera qu'il soit pris note de l'interprétation de sa délégation, selon laquelle c'est en fonction des dispositions de l'Acte final que le Conseil examinera chaque année les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations. En effet, certaines de celles-ci ne peuvent pas être appliquées puisque la Conférence n'a pas été en mesure de trancher entre diverses options.

14. M. RAMACHANDRAN (Inde) croit que les auteurs du projet sont en mesure d'accepter les amendements proposés par les représentants du Ghana et de la France mais craint que ces modifications n'en entraînent d'autres et ne retardent indûment l'adoption du projet.

15. M. CARANICAS (Grèce) fait observer qu'en tant qu'auteur du projet le représentant du Ghana ne peut proposer d'amendement que sous forme d'une révision du projet soumise d'accord avec les autres auteurs.

16. M. RAMACHANDRAN (Inde) dit que les auteurs du projet font leur la modification proposée par le représentant du Ghana. Si le représentant de la France consent à ne pas insister sur son amendement, l'interprétation de sa délégation en ce qui concerne le paragraphe 10 pourrait être consignée dans le rapport de la Commission.

17. M. VIAUD (France) constate que son interprétation du paragraphe 10 n'a pas été contestée et que

l'examen du Conseil se fondera par conséquent sur les dispositions de l'Acte final et sur les communications des gouvernements. Dans ces conditions, comprenant le souci des auteurs du projet de ne pas prolonger indûment le débat, il accepte que l'interprétation de sa délégation soit simplement consignée dans le rapport de la Commission.

18. M. NEDIVI (Israël) estime que l'insertion de l'interprétation de la France dans le rapport constitue une exception au règlement, analogue à celle que la Commission a accepté de faire, à propos du point 51 de l'ordre du jour (Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement), à la demande du représentant de l'URSS (989ème séance).

19. Le PRESIDENT ne partage pas cette opinion, car il ne s'agit pas là d'insérer dans le rapport le texte d'un amendement, mais d'y consigner une interprétation, ce qui est parfaitement conforme à la pratique habituelle.

20. M. TELL (Jordanie) souligne qu'il y a d'autant moins exception que l'interprétation de la délégation française est également celle de beaucoup d'autres délégations qui étaient prêtes à accepter l'amendement qu'elle proposait.

21. Le PRESIDENT propose à la Commission d'adopter le projet de résolution (A/C.2/L.833/Rev.1), tel qu'il a été modifié par ses auteurs.

Le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté par acclamation.

22. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) tient à rendre hommage à l'esprit de conciliation et de compréhension dont les auteurs ont fait preuve au cours des consultations. Il présentera cependant quelques observations qui montreront plus clairement pourquoi sa délégation a décidé d'appuyer le projet de résolution.

23. Le deuxième alinéa du préambule pourrait prêter à des interprétations erronées car il laisse entendre qu'il est plus important d'accroître la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial que d'augmenter le volume global de leurs échanges. Or, la délégation des Etats-Unis estime que c'est bien le volume global des échanges des pays en voie de développement que l'on doit s'efforcer d'augmenter et cette augmentation va quelquefois de pair avec une diminution des parts respectives, comme le montre l'histoire commerciale des Etats-Unis depuis 1945. De même, au troisième alinéa, M. Blau présume qu'il s'agit des principaux courants commerciaux qui ont fait l'objet des discussions à la Conférence et non pas des courants entre deux pays déterminés. Le représentant de la Nigéria a fait observer que son pays avait l'intention de réduire ses échanges commerciaux avec un certain pays et les Etats-Unis se trouvent dans une situation analogue à l'égard de certains autres pays. Il faut donc considérer l'expression "courants commerciaux internationaux" dans son acception la plus large.

24. La délégation des Etats-Unis espère que le paragraphe 3 du dispositif règle définitivement la question du siège du secrétariat de la Conférence des Nations

Unies sur le commerce et le développement, sous réserve bien entendu de l'approbation de l'Assemblée générale. M. Blau partage le sentiment exprimé au paragraphe 5 du dispositif s'il s'applique uniquement au cas précis dont il est question. Il fait observer que la majorité des délégations ont déclaré qu'elles n'étaient pas satisfaites de nombreux autres aspects de la méthode de travail adoptée par le Conseil du commerce et du développement. Il se félicite en conséquence que le Conseil ait jugé souhaitable de revoir sa méthode de travail et ait demandé au Secrétaire général de préparer une note à ce sujet. La délégation des Etats-Unis partage l'inquiétude exprimée au paragraphe 6 et approuve la priorité mentionnée au paragraphe 7 du projet de résolution. En ce qui concerne le paragraphe 8, elle n'éprouve pas de difficulté puisque le Gouvernement des Etats-Unis réexamine très fréquemment ses politiques. Mais M. Blau éprouve par contre de grandes difficultés au sujet du paragraphe 9 car sa délégation estime qu'il vaut mieux s'attaquer à des problèmes pratiques plutôt que de discuter de principes abstraits. Cependant, comme la majorité des membres de la Conférence a une opinion différente, la délégation des Etats-Unis continuera de coopérer avec le Conseil du commerce et du développement en vue de faciliter un accord. Elle ne considère pas, cependant, que les principes généraux adoptés à la suite d'un vote partagé ne puissent pas faire l'objet de négociations, comme l'affirme le représentant de l'Union soviétique. La recommandation A.I.3 de la Conférence reconnaît d'ailleurs que ces principes doivent faire l'objet d'un accord aussi large que possible, ce qui implique des négociations. M. Blau se félicite des dispositions des paragraphes 10 et 11, qui mettent un terme aux discussions théoriques quant à la nature des recommandations de la Conférence. Le Gouvernement des Etats-Unis ne voit aucune difficulté à communiquer les renseignements demandés au paragraphe 11. Toutes ses décisions sont rendues publiques et les représentants des Etats-Unis à New York et à Genève, ainsi qu'au Conseil du commerce et du développement, s'efforceront de leur mieux de compléter ces informations écrites. De même, la délégation des Etats-Unis approuve le paragraphe 15 concernant la convocation de la deuxième session de la Conférence au cours du premier semestre de 1967. Elle rappelle toutefois que la réunion du Colloque international sur l'industrialisation est prévu pour la même époque. Il serait donc souhaitable de permettre une certaine souplesse dans la fixation des dates respectives de ces deux réunions internationales. En ce qui concerne le paragraphe 16, M. Blau a écouté avec beaucoup d'intérêt les explications fournies par le représentant de l'Inde, qui a affirmé que la Conférence serait régie par les règles habituellement suivies par les pays hôtes si elle se réunissait dans un pays en voie de développement. En conséquence, il est en mesure d'appuyer ce paragraphe. Il espère qu'il sera tenu compte non seulement des arrangements financiers et matériels nécessaires, mais aussi des difficultés dues à l'éloignement des centres internationaux et de la nécessité de donner la plus grande publicité possible aux travaux de la Conférence.

25. M. AGUIRRE (Costa Rica) se félicite, en tant qu'auteur, que le projet de résolution ait recueilli

l'assentiment général. Sa délégation est à l'origine du paragraphe 7 du dispositif mais aurait voulu que celui-ci soit plus explicite. Elle estime en effet que la réglementation, par le Conseil du commerce et du développement, des prix des produits de base devrait viser à augmenter le taux de croissance des pays en voie de développement, notamment ceux dont l'économie n'est pas très diversifiée. Elle présume que les gouvernements qui ont approuvé le projet de résolution tiendront compte de cette interprétation et que les accords multilatéraux qui seront conclus sur les produits de base viseront non seulement à augmenter le revenu national mais à améliorer les conditions sociales afin que le surcroît de recettes provenant du relèvement des prix d'exportation ne profite pas à un petit nombre. M. Aguirre se félicite que la délégation des Etats-Unis ait accepté le paragraphe 7 et remercie les représentants du Mexique, du Sénégal, de l'Inde et des Philippines, qui l'ont aidé à donner une forme définitive aux préoccupations de son gouvernement. Il demande que son interprétation soit consignée dans le rapport.

26. Le PRESIDENT dit qu'il est difficile de faire figurer dans le rapport l'interprétation donnée par le représentant du Costa Rica, le règlement intérieur disposant que les auteurs d'un projet de résolution ne peuvent pas expliquer leur vote.

27. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) dit que, trois pays seulement ayant voté contre l'adoption du deuxième principe général à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sa délégation avait jugé raisonnable de demander aux auteurs du projet de résolution (1007ème séance) d'inclure un membre de phrase rappelant ce principe. Il remercie les auteurs d'avoir tenu compte de sa demande mais regrette que la formule retenue au troisième alinéa du préambule soit trop vague. Etant donné qu'une délégation a cru devoir en donner une interprétation restrictive, M. Camejo Argudín tient à préciser que son gouvernement soutient l'interprétation contraire. En outre, comme cette même délégation a insinué que son pays ne faisait pas de commerce avec Cuba, la délégation cubaine précise que ce genre de relations commerciales ne l'intéresse pas car, dans le passé, il consistait à exploiter ses richesses et à porter atteinte à sa souveraineté. Cuba s'en tient aux principes adoptés à la première session de la Conférence à Genève.

28. M. PETROV (Bulgarie) dit que son pays poursuivra une politique visant à améliorer la situation économique des pays en voie de développement dans le monde entier. La délégation bulgare sait gré aux auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte des observations qu'elle a formulées au sujet du paragraphe 9 du texte original et de sembler partager en gros le point de vue des pays socialistes. La délégation bulgare estime en effet que l'adoption des principes généraux par la première session de la Conférence est l'une de ses réalisations les plus importantes. Le paragraphe 9 s'adresse donc aux pays qui continuent de s'opposer à ces principes. On ne saurait remettre en question les recommandations A.I.1 et A.I.2 de la Conférence. Il ne s'agit pas de considérations abstraites mais de décisions réelles et positives.

29. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) tient à préciser que le fait qu'il ait accepté le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution ne signifie pas que son gouvernement ait modifié son attitude générale à l'égard des recommandations figurant dans l'Acte final de la Conférence. Il maintient les réserves qu'il a faites à la Conférence. En ce qui concerne le paragraphe 9, la délégation britannique a jugé possible d'accepter la modification apportée par les auteurs à la demande de la délégation soviétique et d'autres délégations. Mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elle partage l'interprétation qu'en ont donnée deux orateurs. De l'avis de la délégation britannique, la Conférence a attaché autant d'importance à la conclusion d'un accord sur les principes qu'à ces principes eux-mêmes. Toutefois, le paragraphe 9 mentionne la nécessité d'aboutir à un accord et c'est pourquoi la délégation britannique l'a approuvé.

30. M. HEWITSON (Afrique du Sud) dit que son pays, lorsqu'il a souscrit à l'Acte final de la Conférence, a déclaré approuver l'objectif de la Conférence, qui est de favoriser le développement économique dans le monde entier. Cependant, l'Afrique du Sud et certains autres pays se trouvent dans une situation particulière, car ils n'entrent ni dans l'une ni dans l'autre des deux catégories auxquelles s'appliquent les recommandations de la Conférence, à savoir les pays développés et les pays en voie de développement, mais appartiennent à un troisième groupe intermédiaire. L'Afrique du Sud est assez avancée sur le plan industriel et à ce titre pourrait être rangée dans la catégorie des pays développés. Toutefois, plusieurs industries ne font que démarrer et ont besoin d'une certaine protection. D'autre part, l'Afrique du Sud est tributaire dans une large mesure de l'exportation de produits primaires et, à ce titre, elle connaît les mêmes problèmes que les pays en voie de développement. La mesure dans laquelle l'Afrique du Sud pourra appliquer les recommandations de la Conférence sera donc fonction de sa position particulière de pays en transition.

31. M. DELGADO (Sénégal), soulevant une question d'ordre, déclare que les remarques du représentant de l'Afrique du Sud sont sans rapport avec une explication de vote.

32. Le PRESIDENT dit que la Commission a entendu, après l'adoption du projet de résolution, un certain nombre de déclarations embrassant l'ensemble des questions soulevées au cours de la Conférence. On pourrait donc demander au représentant de l'Afrique du Sud d'écourter son explication. Sinon la Commission devra se prononcer par un vote.

33. M. M'BAYE (Guinée) dit que le représentant du Sénégal a présenté une motion d'ordre et qu'il appartient à la Commission de se prononcer à ce sujet. Le représentant de l'Afrique du Sud ne représente pas son pays mais un régime fondé sur le sang des Noirs.

34. Le PRESIDENT rappelle qu'aux termes de l'article 114 du règlement intérieur un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut dans son intervention traiter du fond de la question en discussion.

Le Président estime que la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud ne diffère pas sensiblement d'explications analogues et demande simplement au représentant de l'Afrique du Sud de réduire son exposé au strict minimum.

35. M. BELEOKEN (Cameroun) précise que l'intervention du représentant de la Guinée avait justement pour objet d'en appeler de la décision du Président. Cet appel formel doit être mis aux voix.

36. Le PRÉSIDENT souligne à nouveau que les observations faites par le représentant de l'Afrique du Sud ne diffèrent pas par nature de certaines autres explications que la Commission a entendues. Au cours de débats antérieurs, des délégations ont expliqué leur vote en s'éloignant tellement du sujet que le Président a dû demander aux orateurs suivants de ne pas rouvrir le débat. Le Président ne pense pas qu'il sied à la Commission d'exercer un droit de censure concernant la liberté de parole de telle ou telle délégation. L'essence des procédures démocratiques de l'ONU est de permettre à toutes les délégations d'exposer leur point de vue même si celui-ci répugne à certaines délégations. La décision du Président ayant été contestée, elle doit être mise aux voix.

37. M. DIAKITE (Mali) dit que dans ce cas il demandera que le vote ait lieu par appel nominal.

38. M. TELL (Jordanie) se demande si l'on ne pourrait pas éviter de mettre aux voix la décision du Président en renonçant aux explications de vote et en passant immédiatement au point suivant de l'ordre du jour.

39. M. WILMOT (Ghana) demande que l'on mette aux voix la motion d'ordre présentée par le Sénégal, à savoir que les remarques formulées par le représentant du régime Verwoerd sont sans rapport avec la question.

40. Le PRÉSIDENT répète que l'essentiel est de permettre à chacun de faire connaître son opinion.

41. M. DIAKITE (Mali) dit que sa délégation serait peinée si la Commission devait en arriver au vote. Il rappelle qu'il existe un précédent à la présente situation. Lors des explications de vote qui ont suivi l'adoption du projet de résolution sur le commerce de transit des pays sans littoral (1008ème séance), la délégation du Sénégal a formulé des réserves quant à l'application de la Convention à certains pays d'Afrique. Il était d'ailleurs du devoir de chaque pays africain de formuler les mêmes réserves. Or, le Président a déclaré alors que les remarques du Sénégal n'entraient pas dans le cadre d'une explication de vote. On pourrait faire valoir ces mêmes raisons à propos de la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud.

42. Le PRÉSIDENT fait observer que l'exemple cité par le représentant du Mali n'a rien à voir avec la présente situation car il s'agissait d'une question qui sortait du mandat de la Commission. L'article 114 du règlement intérieur précise que le vote doit avoir lieu immédiatement mais le Président apprécie les tentatives qui sont faites pour arriver à un arrangement à l'amiable. Il estime qu'on ne gagne rien à vouloir empêcher l'expression d'une opinion, si déplaisante soit-elle.

43. M. BARIGYE (Ouganda) appuie la suggestion faite par le représentant de la Jordanie de renoncer aux explications de vote à ce stade ou tout au moins de les suspendre. Si cette suggestion n'est pas adoptée, la délégation de l'Ouganda présentera une motion formelle d'ajournement.

44. Le PRÉSIDENT remercie les représentants de la Jordanie et de l'Ouganda pour la suggestion qu'ils ont formulée mais précise que la mise aux voix d'une motion d'ajournement prévue à l'article 120 s'entend sous réserve des dispositions de l'article 114. C'est sur la décision prise par le Président que la Commission doit se prononcer.

45. M. BELEOKEN (Cameroun) dit que la réponse faite par le Président au représentant du Sénégal ne lui semblait pas tout à fait conforme au texte de l'article 114. Le représentant du Sénégal était en droit de demander à la Commission de se prononcer sur le fait que l'explication de vote du représentant de l'Afrique du Sud était sans rapport avec le sujet. C'est sur ce point que le représentant du Cameroun a demandé à la Commission de se prononcer mais il n'insistera pas si la Commission ne doit pas voter.

46. Le PRÉSIDENT dit que, certaines délégations en ayant appelé de la décision qu'il a prise au sujet de la motion d'ordre présentée par le représentant du Sénégal, il met cette décision aux voix en application de l'article 114 du règlement intérieur.

A la demande du représentant du Mali, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Madagascar, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon.

Votent contre: Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yougoslavie, Afghanistan, Algérie, Bulgarie, Cameroun, Tchad, Congo (Brazzaville), Cuba, Tchecoslovaquie, Dahomey, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Iran, Irak, Côte-d'Ivoire, Libye.

S'abstiennent: Malawi, Malte, Mexique, Pérou, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Thaïlande, Trinité et Tobago, Venezuela, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Guatemala, Israël, Jamaïque, Koweït.

Par 31 voix contre 20, avec 24 abstentions, la décision du Président est rejetée.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme alimentaire mondial (suite) [A/6003/Add.1, A/6149, A/6150; E/4015, E/4043, E/4060; A/C.2/L.819/Rev.1 et Add.1 et 2, L.839, L.840, L.841/Rev.1, L.844]

47. Mme MISKE (Mauritanie) déclare que, si les populations des pays développés ont connu les affres

de la faim lors d'un des affrontements qui ont bouleversé le monde, celles des pays sous-développés naissent et grandissent dans la faim. L'état de faim que les pays économiquement avancés ont connu pendant quatre ou cinq années est subi par la moitié de l'humanité tout au long de son existence. La moitié de l'humanité vit donc continuellement comme si elle était en état de guerre. Des continents entiers sont en état de guerre non déclarée et illimitée et des enfants, des femmes et des jeunes gens tombent chaque instant sur d'anonymes et peuglorieux champs de bataille. Un enfant sur deux n'atteint pas l'âge de cinq ans dans le monde pauvre et meurt abattu impitoyablement par la malnutrition ou la dénutrition. Il est difficile à des ventres creux d'avoir le courage et l'énergie de lutter seuls contre cet ennemi redoutable. C'est pourquoi les pays du tiers monde espèrent que la communauté internationale qui a adhéré aux nobles idéaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme mettra tout en œuvre pour que soit enfin respecté le plus sacré de ses droits, le droit à la vie. Ils accueillent chaleureusement toutes les initiatives qui ont déjà été prises par la communauté internationale pour faire respecter ce droit, notamment la création du Programme alimentaire mondial. La délégation mauritanienne tient à remercier le Programme pour l'aide fournie à son pays en matière d'alimentation scolaire et la FAO pour la haute compétence de l'expert que cette institution a bien voulu mettre à sa disposition. Grâce à ses prestations d'urgence, le Programme devrait être en mesure de venir au secours des populations frappées par la famine.

48. Dans la région nord du désert mauritanien, la famine a un caractère cyclique. En effet, les quelques gouttes de pluie qui marquent les années fastes dans cette région sont immédiatement suivies par quatre ou cinq années de sécheresse totale. Le Programme alimentaire mondial pourrait, semble-t-il, jouer dans ce domaine un rôle préventif et éviter que les grands nomades du désert mauritanien ainsi que tous les habitants de régions désertiques ou défavorisées s'acheminent cycliquement jusqu'au stade ultime de la famine. Les activités du Programme ne peuvent toutefois que préparer des solutions plus efficaces et plus durables à la recherche desquelles devrait s'employer la FAO. L'assistance bilatérale et multilatérale deviendrait inutile si l'on s'employait dès maintenant à la recherche de l'eau dans les régions désertiques ou si l'on mettait au point un procédé économique de dessalement de l'eau de mer. En Mauritanie, habitants et bétail se contentent de boire l'eau saumâtre du désert, mais les palmiers qui constituent pourtant l'une des plantes les mieux adaptées aux régions désertiques refusent de pousser dans l'eau saumâtre. La capitale de la Mauritanie est alimentée par une nappe d'eau douce qui, malgré toutes les précautions prises, sera épuisée dans 15 ans. Malgré ces conditions peu favorables, des jardins expérimentaux ont été créés grâce à l'utilisation des eaux usées. L'exemple mauritanien prouve que la science, la technique, les capitaux et la bonne volonté pourraient résoudre le problème de la faim partout où il se pose. Les pays en voie de développement mettent tous leurs espoirs dans les organisations telles que la FAO et le Programme alimentaire mondial et attendent d'eux

une solution de ce problème dans le plus bref délai. Ils espèrent que les contributions au Programme seront nombreuses et généreuses.

49. La délégation mauritanienne voudrait suggérer aux pays contributeurs de veiller à ce que le volume et le poids des produits fournis soient aussi réduits que possible en raison du coût très élevé des transports. Elle demande également au Programme alimentaire mondial de faire précéder toute distribution de vivres par une étude des habitudes alimentaires et des possibilités culinaires. Elle demande également aux organisations privées ou publiques des pays riches, spécialisées dans la distribution de vivres, de collaborer étroitement avec le Programme. La délégation mauritanienne appuie le projet de résolution concernant la reconduction du Programme (A/C.2/L.839). Elle est cependant préoccupée par les incidences financières encore assez imprécises du projet relatif à un programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale (A/C.2/L.841/Rev.1). Elle tient à féliciter les promoteurs et les organisateurs du Programme d'avoir su en faire un organisme utile qui malgré ses fonctions de distributeur de produits alimentaires a su éviter toute attitude de charité condescendante qui caractérise de nombreux organismes nationaux et internationaux ayant les mêmes attributions. La délégation mauritanienne exhorte la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont reliées à déclarer solennellement la guerre à la faim.

50. M. DELGADO (Sénégal) dit que sa délégation, qui a pris part à la première conférence pour l'annonce de contributions au Programme alimentaire mondial, est en mesure d'apprécier pleinement l'œuvre accomplie par le Programme auquel elle renouvelle son soutien. L'observateur du Saint-Siège a évoqué, à la séance précédente, les fondements moraux de la solidarité humaine. Il est certain que le Programme pourrait renforcer cette solidarité en favorisant le développement économique et social grâce à une distribution planifiée des excédents alimentaires. De nombreux pays du tiers monde font face à l'heure actuelle à une grave disette. Le Sénégal doit pour sa part importer 130 000 tonnes de riz, ce qui se traduit par un déficit de sa balance commerciale. En conséquence, sa délégation votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.839.

51. M. NAJA (Liban) s'associe aux orateurs qui ont remercié le Programme pour l'aide qu'il a fourni aux régions en voie de développement. Il est certain que cette aide a permis de diminuer l'écart entre les ressources de ces régions et les besoins alimentaires de leurs populations. Le Directeur exécutif du Programme a mis à juste titre l'accent sur l'aide alimentaire au développement car cette aide intéresse tous les secteurs de l'économie des pays du tiers monde. Le Programme constitue à cet égard une des initiatives les plus originales de l'Organisation des Nations Unies. La délégation libanaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.839. Elle figure parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1 et de l'amendement des 13 puissances (A/C.2/L.819/Rev.1 et Add.1 et 2), qui ne constitue pas une modification du mandat actuel du Programme.

52. Mlle WILLIAMS (Nigéria) dit que le Programme a bénéficié, dès sa création, de l'appui de son pays qui fait partie du comité intergouvernemental ONU/FAO. Plus de 100 projets ont été entrepris jusqu'à présent dans le cadre du Programme, ce qui constitue une preuve de confiance de la part des pays en voie de développement. La délégation nigérienne est en faveur de la reconduction du Programme. Elle espère que les pays développés fourniront la plus grande partie des ressources financières et remercie les délégations du Canada et des Etats-Unis pour les contributions qu'elles ont annoncées.

53. En votant pour le projet de résolution A/C.2/L.839, la Nigéria ne fera que réaffirmer la position qu'elle a adoptée à la treizième session de la Conférence de la FAO. Toutefois elle figure également parmi les auteurs de l'amendement des 13 puissances. En effet, l'action par programme offre des possibilités qui méritent d'être exploitées. Mlle Williams espère qu'il sera fait mention de cette proposition dans le rapport de la Commission et que le Comité intergouvernemental pourra, après avoir examiné le rapport que doit présenter le Directeur exécutif de la FAO, prendre une décision à ce sujet. Ainsi, le projet de résolution soumis par le Conseil économique et social pourrait être adopté à l'unanimité et sans modification par la Commission.

54. La délégation nigérienne figure parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1. Son pays, qui n'a pas bénéficié jusqu'à présent de l'aide du Programme, attache la plus grande importance aux études recommandées dans ce projet de résolution. La délégation nigérienne se demande à ce propos si le Programme ne pourrait pas être utilisé pour stabiliser le marché de certains produits de base tels que le cacao.

55. M. FIGUEROA ANTEQUEDA (Argentine) rappelle les observations qu'il a formulées (1011ème séance) en présentant l'amendement présenté par 13 délégations, dont la sienne. A la suite de négociations avec les délégations qui souhaitent ne pas modifier ce projet de résolution, les auteurs de l'amendement ont décidé de le retirer, étant entendu que le paragraphe qu'ils désiraient insérer dans le projet de résolution figurerait dans le rapport de la Commission sous la forme suivante:

"La Commission a reconnu que le mandat actuel du Programme alimentaire mondial n'exclut pas la possibilité d'entreprendre une action par programme qui vienne s'ajouter à l'action par projet, cette action devant être décidée par le Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme après examen de l'étude détaillée que le Directeur exécutif doit présenter sur les ressources disponibles."

56. M. BLAU (Etats-Unis) dit que son pays a collaboré avec l'Argentine lors de l'élaboration de la recommandation A.II.6 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette

recommandation reconnaît que la répartition des excédents alimentaires constitue le principal objectif du Programme. Toutefois, la Conférence recommande également que l'aide fournie profite à la fois aux importateurs et aux exportateurs de produits alimentaires. La délégation des Etats-Unis est heureuse du nouveau progrès dans cette voie que constitue le projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1 et voudrait se joindre aux auteurs. Toutefois, elle ne croit pas que la création d'un fonds alimentaire mondial constitue une mesure pratique, du moins dans l'avenir immédiat. En revanche, d'autres propositions intéressantes ont été formulées au cours des débats, qui méritent une étude approfondie. Parmi ces dernières figurent notamment l'écoulement à des prix de faveur du sucre, et les dons par les pays développés d'excédents alimentaires encombrants en vue de stabiliser le marché de certains produits tels que le cacao, que le Programme pourrait transformer en chocolat ou en margarine.

57. La délégation des Etats-Unis estime d'une manière générale que le Programme ne peut assumer la responsabilité de l'élimination de la faim dans le monde. A propos du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1, M. Blau note que le Secrétaire général aura à examiner non seulement les moyens qui seraient nécessaires en vue d'une vaste action internationale mais également les possibilités et les problèmes y relatifs. A propos du paragraphe 2 du dispositif, M. Blau estime que l'étude concertée envisagée dans ce paragraphe gagnerait à se dérouler en étapes distinctes. A chaque étape, le Secrétaire général devrait communiquer les conclusions préliminaires aux organismes intéressés, tels que le Comité intergouvernemental et le Conseil économique et social.

58. En conclusion, le représentant des Etats-Unis remercie les auteurs de l'amendement A/C.2/L.819/Rev.1 d'avoir retiré leur texte.

59. M. FIGUEROA ANTEQUEDA (Argentine) précise qu'en approuvant le projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1 aucun pays ne s'engage à entreprendre dans l'immédiat une action de grande envergure.

60. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 8 du projet de résolution A/C.2/L.839, conformément à la demande de la délégation tchécoslovaque (1012ème séance).

Par 64 voix contre 7, avec 3 abstentions, ce paragraphe est adopté.

Par 66 voix contre zéro, avec 8 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

61. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/C.2/L.841/Rev.1.

Par 66 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 19 heures.

